

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

COMMUNE

2012-50

AUVERS ST GEORGES

DATE DE CONVOCATION

8 décembre 2012

DATE D'AFFICHAGE

8 décembre 2012

NOMBRE DE CONSEILLERS

EN EXERCICE : 15

PRESENTS : 11

VOTANTS : 11

OBJET :
Approbation du PLU

Le 15 décembre 2012 à 9 heures

Le Conseil Municipal légalement convoqué, s'est réuni à la Mairie en séance publique sous la présidence de M. MEUNIER Denis, Maire

Etaient présents :

MM. MEUNIER, MALARD, COLLET, SOREAU, BARDOU, GARDON,
FAUGERE, CORVISY, LAVENUE, MMES BESSOT,
SARZAUD.

Formant la majorité des membres en exercice.

Absents excusés :

MMES REVEL, NOURY, ROBERT, MERCIER.

Monsieur SOREAU a été élu secrétaire.

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu le code de l'urbanisme et notamment ses articles L 121.1, L 123.1 et suivants, L 123.6, L 123.13 ou L.123.19 et L.300.2 dans leur rédaction issue de la loi du 13 décembre 2000 relative à la solidarité et au renouvellement urbains, modifiée par la loi Urbanisme et Habitat du 2 juillet 2003,

Vu la délibération du conseil municipal du 13 mai 2002 prescrivant la révision du POS approuvé le 1^{er} février 2008 et sa transformation en PLU,

Vu le débat en conseil municipal sur les orientations du PLU qui s'est tenu le 21 mars 2009,

Vu la délibération du conseil municipal du 11 février 2012 qui tire le bilan de la concertation,

Vu la délibération du conseil municipal du 11 février 2012 arrêtant le projet de PLU,

Vu le dossier de PLU et notamment le rapport de présentation, le PADD, les pièces graphiques, le règlement et les annexes,

Entendu et étudié les avis des personnes publiques associées issus de la consultation sur le document arrêté,

Vu l'arrêté municipal du 1^{er} février 2008 mettant le projet de révision du POS et sa transformation en PLU à enquête publique,

Vu l'enquête publique qui s'est déroulée du 18 juin au 21 juillet 2012 sur le projet arrêté,

Vu le rapport et les conclusions du commissaire enquêteur sur ladite enquête,

Considérant que les résultats de ladite enquête publique et les avis des personnes publiques associées nécessitent quelques modifications et corrections du dossier, mais n'entraînent pas de remise en cause majeure du projet arrêté et soumis à enquête publique,



Considérant que le projet de révision du plan local d'urbanisme tel qu'il est présenté en conseil municipal est prêt à être approuvé,

Après en avoir délibéré, le conseil municipal,

Décide d'approuver les modifications motivées et légitimes issues de la consultation des personnes publiques associées et de l'enquête publique (voir tableaux ci-annexés),

Décide d'approuver le plan local d'urbanisme de la commune d'Auvers Saint Georges tel qu'il est annexé à la présente délibération.

Dit que la présente délibération fera l'objet, conformément aux textes en vigueur, d'un affichage en mairie pendant un mois. Mention de cet affichage sera, en outre, insérée en caractères apparents dans un journal diffusé dans le département.

Conformément à l'article L123-10, le PLU approuvé est tenu à la disposition du public, à la mairie aux jours et heures habituels d'ouverture, à la Préfecture, ainsi qu'à la DDT (2 Av. de Coquerive - 91150 Etampes).

La présente délibération sera exécutoire à compter de sa réception en sous-préfecture et de l'accomplissement des mesures de publicité.

*Le Maire certifie le caractère exécutoire
de la présente délibération*

Le Maire,



EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

COMMUNE

2012-49

AUVERS ST GEORGES

DATE DE CONVOCATION

8 décembre 2012

DATE D'AFFICHAGE

8 décembre 2012

NOMBRE DE CONSEILLERS

EN EXERCICE : 15

PRESENTS : 11

VOTANTS : 11

OBJET :

**Approbation du bilan de
concertation du PLU**

Le 15 décembre 2012 à 9 heures

Le Conseil Municipal légalement convoqué, s'est réuni à la Mairie en séance publique sous la présidence de M. MEUNIER Denis, Maire

Etaient présents :

**MM. MEUNIER, MALARD, COLLET, SOREAU, BARDOU, GARDON,
FAUGERE, CORVISY, LAVENUE, MMES BESSOT,
SARZAUD.**

Formant la majorité des membres en exercice.

Absents excusés :

MMES REVEL, NOURY, ROBERT, MERCIER.

Monsieur SOREAU a été élu secrétaire.

Monsieur le Maire rappelle que la délibération en date du 1^{er} février 2008, le conseil municipal a prescrit la révision du Plan d'Occupation des Sols et l'élaboration d'un Plan Local d'Urbanisme sur l'ensemble du territoire communal.

Conformément à la loi Solidarité et Renouvellement Urbain, cette même délibération a défini les modalités de la concertation préalable, de la prescription jusqu'à l'arrêt du PLU.

Il appartient à présent au conseil municipal de tirer le bilan de la concertation ci-joint.

VU le Code Général des Collectivités Territoriales,

VU le Code de l'Urbanisme et notamment ses articles L123-1 et suivants, L 300-2, L 123-9 et R 123-18,

VU la délibération du Conseil Municipal du 13 mai 2002 approuvant le POS révisé,

VU la délibération du Conseil Municipal du 1^{er} février 2008 prescrivant la révision du POS et décidant sa transformation en PLU,

VU le débat en Conseil Municipal sur les orientations du PLU contenues dans le PADD qui s'est tenu le 21 mars 2009,

VU les remarques issues des réunions publiques des 09 décembre 2008, 17 mars 2009 et 26 mai 2009 portant sur le diagnostic, le PADD et le projet de règlement,

VU les remarques portées sur les registres mis à la disposition du public à cet effet,

VU les courriers adressés à la Mairie,

VU le bilan de concertation annexé à la présente,

ARRIVÉE

17 DEC. 2012

SOUS-PREFECTURE D'ETAMPES

Après en avoir délibéré, le Conseil, à l'unanimité,

DECIDE

- ARTICLE 1 : de tirer et d'approuver le bilan de la concertation relative à la révision générale du Plan d'Occupation des Sols et de sa transformation en Plan Local d'Urbanisme, tel qu'il est annexé à la présente,
- ARTICLE 2 : de dire que le projet a fait l'objet de quelques remarques particulières dans les registres et lors de sa présentation au public, remarques approuvant l'économie du projet,
- ARTICLE 3 : de dire que conformément aux dispositions de l'article R 123-18 du Code de l'Urbanisme, la présente délibération sera affichée en mairie durant un mois,
- ARTICLE 4 : de charger Monsieur le Maire de l'exécution de la présente délibération et de signer tous les actes y afférents.

*Le Maire certifie le caractère exécutoire
de la présente délibération*
Le Maire,



Ainsi fait et délibéré les jours, mois et an que susdits et ont signé les membres présents.

Pour extrait conforme,
Le Maire,



COURRIERS RECUS LORS DE L'ENQUETE PUBLIQUE

NUMERO DU COURRIER	NOMS	OBJET
C1	GRIARD Marie-Thérèse	Demande de constructibilité
C2	RIOUX Michel	reconnaissance d'un bâtiment commercial
C3	FORTIER Jean-Pierre	limite de Zone de construction
C4	LECLERT Monique	Changement destination ZB 524
C5	LECLERT Henri	pas de jardins sur la parcelle ZB 58
C6	CHATELET Odette	pas de jardins familiaux
C7	RIVIERE Charles	réactualisation bande d'implantation
C8	SOULLARD Claude	reconstruction bâtiments existants
C9	RIVIERE Stéphane	maison absente du plan
C10	KALAMBAY Muriel	limite d'implantation
C11	GRIFFON Sébastien	reconnaissance de l'existant
C12	MORIN Laurent	classement des terres
C13	TRINTIGNAC Philippe	parcelles AD8, 105 et 106 Zonage UE1
C14	Communauté de communes	parcelles classées en zone UE
C15	Chambre d'agriculture	remarques zones A et N
C16	Communauté de communes	courrier de mr Trintignac
C17	SOIBINET Philippe	limite d'implantation
C18	ALAUX Bertrand	possibilités d'agrandissement
C19	NAUD Pierre	hauteur faîtage
C20	BARDEZ Lionel	remarques PADD
C21	DEVOSSE Stéphane	Demande de constructibilité
C22	CARINI Bernard	reconnaissance de l'existant
C23	DESFORGES Olivier	Demande de constructibilité
C24	PLANSON	limite d'implantation
C25	BONNET Annie	limite d'implantation
C26	DESMARTES Marie-Thérèse	projet de construction
C27	GUITTARD Laurent	extension annexe
C28	GEYSSENS Jean-François	infos sur commune Cheptainville
C29	SCI WILPASTOCK	entreprise sur la commune
C30	COURONNE PARISIENNE	pas de jardins familiaux
C31	ARNOULT Janine	ZB devienne constructible

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

COMMUNE

AUVERS ST GEORGES

2020-02

ARRIVÉE

11 MARS 2020

SOUS-PRÉFECTURE D'ÉTAMPES

DATE DE CONVOCATION

24 février 2020

DATE D'AFFICHAGE

24 février 2020

NOMBRE DE CONSEILLERS

EN EXERCICE : 15

PRESENTS : 12

VOTANTS : 12

OBJET : APPROBATION DE LA MODIFICATION SIMPLIFIEE NUMERO 1 DU PLU

L'an deux mille vingt

Le 29 février à 9 heures

Le Conseil Municipal légalement convoqué, s'est réuni à la Mairie en séance publique sous la présidence de M. MEUNIER Denis, Maire

Etaient présents :

M. MEUNIER, M. BARDOU, M. CORVISY, M. SOREAU, MME BESSOT, MME SARRAZIN, MME SARZAUD, MME RIFFET, M. FAUGERE, M. RAIMBAULT, M. GARDON, MME MERCIER

Formant la majorité des membres en exercice.

Absents :

MME NOURY, MME MILLET, M. RECOULES

Monsieur SOREAU a été élu secrétaire.

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu le Code de l'Urbanisme,

Vu le Code de l'Environnement et notamment ses articles R 123-7 et suivants,

Vu la loi 82-213 du 2 mars 1982, modifiée, relative aux droits et libertés des Communes, des Départements et des Régions,

Vu la loi 83-8 du 7 janvier 1983 portant répartition de compétences entre les Communes, les Départements, les Régions et l'Etat,

Vu la loi n°2000-1208 du 13 décembre 2000 dite loi de Solidarité et de Renouvellement Urbain (SRU),

Vu la loi n°2003-590 du 2 juillet 2003 Urbanisme et Habitat et son décret d'application,

Vu la loi n°2006-872 du 13 juillet 2006 Engagement National pour le Logement,

Vu la loi n°2014-366 du 24 mars 2014 dite loi d'Accès au Logement et d'un Urbanisme Rénové (ALUR),

Vu l'ordonnance n°2012-11 du 5 janvier 2012 portant clarification et simplification des procédures d'élaboration, de modification et de révision des documents d'urbanisme,

Vu l'ordonnance n°2015-1174 du 23 septembre 2015 relative à la modernisation de la partie législative du Code de l'Urbanisme,

Vu le décret du Ministère de l'Ecologie et du Développement Durable en date du 18 juillet 2003 portant classement de la vallée de la Juine,

Vu le décret n°2012-290 du 29 février 2012 relatif aux documents d'urbanisme

Vu le décret n°2013-142 du 14 février 2013 pris pour l'application de l'ordonnance n°2012-11 du 5 janvier 2012 portant clarification et simplification des procédures d'élaboration, de modification et de révision des documents d'urbanisme,

Vu le décret n°2015-1783 du 28 décembre 2015 relatif à la partie réglementaire du livre 1^{er} du code de l'urbanisme et à la modernisation du contenu du Plan Local d'Urbanisme,

Vu le Plan Local d'Urbanisme (PLU) de la commune d'AUVERS SAINT GEORGES approuvé par la délibération du Conseil Municipal en date du 15 décembre 2012,

Vu la délibération du Conseil Municipal en date du 13 octobre 2018 prescrivant la modification simplifiée n°1 du Plan Local d'Urbanisme (PLU) de la commune d'Auvers Saint Georges,

Vu la délibération du Conseil Municipal en date du 26 octobre 2019 prescrivant les modalités de mise à disposition du public du projet de modification simplifiée n°1,

Vu les avis des personnes publiques associées,

Vu la mise à disposition du dossier au public pendant la période du 12 novembre au 13 décembre 2019,

Vu le bilan de la mise à disposition du public ci-annexé,

Vu le dossier de modification simplifiée n°1 ci-annexé,

Considérant que le PLU nécessite d'être modifié afin d'intégrer les modifications mineures suivantes : autorisation des toits plats, limitation de la hauteur des annexes, autorisation de créer un logement en zone Nd, autorisation d'installer des annexes en zones A et N...,

Considérant que le public a pu prendre connaissance du dossier et formuler ses observations selon les modalités définies dans la délibération du 26 octobre 2019 pendant la période de mise à disposition du public qui s'est déroulée du 12 novembre au 13 décembre 2019 inclus, aux jours et heures d'ouverture de la mairie,

Considérant les avis des personnes publiques associées, et les observations du public dans le registre mis à disposition,

Considérant qu'afin de prendre en compte les remarques comprises dans les avis des personnes publiques associées il convient de modifier légèrement le projet de modification initiale,

Considérant que ces modifications mineures ne remettent pas en cause la procédure de modification simplifiée et ne bouleversent pas l'économie générale du projet,

Considérant que l'ensemble des membres du conseil municipal a disposé de l'intégralité des documents et informations dans la convocation,

Considérant que la modification simplifiée du plan local d'urbanisme tel qu'elle est présentée au Conseil Municipal est prête à être approuvée,

ENTENDU le rapport présenté par Madame Catherine BESSOT, Maire Adjointe chargé de l'Urbanisme et de l'Environnement,

Le Conseil Municipal après avoir délibéré à l'UNANIMITE (15 voix POUR)

- **APPROUVE** le bilan de la mise à disposition qui n'a fait apparaître aucune opposition au dossier de modification simplifiée n°1 du PLU,

- **APPROUVE** la modification simplifiée Plan Local d'Urbanisme n°1 de la commune d'AUVERS SAINT GEORGES, tel qu'elle est annexée à la présente délibération,

- **DIT** que, conformément aux articles R.123-24 et R.123-25 du Code de l'Urbanisme, la présente délibération fera l'objet d'un affichage en mairie, durant un mois, d'une mention dans le journal diffusé dans le département,

- **PRECISE** que la présente délibération sera exécutoire à compter de sa réception en Préfecture et de l'accompagnement de la dernière des mesures de publicité visées ci-dessus,

- **INDIQUE** que le dossier de modification simplifiée n°1 du PLU est tenu à la disposition du public en mairie, aux jours et heures habituels d'ouverture,
- **AUTORISE** le Maire à signer tous les actes et à prendre toutes dispositions nécessaires à la mise en œuvre de la présente délibération,

La présente délibération et le dossier de modification simplifiée n°1 du PLU approuvé annexé à cette dernière seront transmis au Préfet d'Evry au titre du contrôle de légalité.



Pour extrait conforme,
Le Maire,

Denis MEUNIER

*Le Maire certifie le caractère
exécutoire de la présente délibération*
Le Maire,